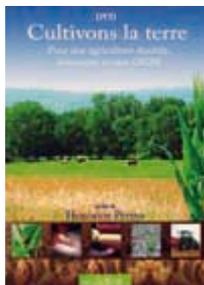


Projets de Rés'OGM Info

Nouveaux TARIFS - DVD Cultivons la terre :



A PARTIR DU 1er janvier 2010, nous exonérons les associations et autres structures à but non lucratif, des droits de projection pour les projections publiques gratuites.

Rappel des tarifs :

15 € pour usage privé + frais de port

50 € projections payantes, établissement de prêt ou structures à but lucratif

<http://www.resogm.org/spip.php?article24>

Analyse des facteurs et freins au changement dans le monde agricole :

Quels sont les facteurs et freins à l'adoption d'innovations allant vers une plus grande prise en compte de la Nature, vers une plus grande autonomie de l'agriculteur dans son travail et le maintien des agriculteurs sur les territoires ?

Veillez lire le compte rendu du temps d'échanges qui s'est tenu à St Genis-Laval le jeudi 18 novembre 2010 avec des agriculteurs et agricultrices du Rhône, de l'Ain et de l'Isère et Maxime Prével, sociologue (Caen).

Compte rendu ici : <http://www.resogm.org/spip.php?article159>

Le compte rendu se veut le plus exhaustif et objectif possible, dépassant largement les échanges que nous avons eu.

N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez échanger sur ce sujet avec nous.

A diffuser largement.

AGENDA DES PARTENAIRES

Colloque sur la réforme de la PAC, organise par Corabio Le 21 janvier 2011 dans les locaux de l'INEED, Rovaltain TGV (26).

Ce colloque organisé par Corabio sur la réforme de la politique agricole commune est destiné aux élus locaux, responsables agricoles et associatifs.

<http://www.corabio.org/images/stories/Formation/formation%20pac%20corabio%20101216.pdf>

Association Rés'OGM Info

58 rue Raulin 69007 LYON

Si vous souhaitez passer nous voir, merci de nous contacter par avance

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale

DOCUMENTATIONS MEDIATHEQUE

Livres :

Marie-Hélène Parizeau. *Biotechnologie, nanotechnologie, écologie. Entre science et idéologie.*
Edition Quae. Nov 2010. 8.5 €

3 ouvrages chez Belin :

John King, *Le monde fabuleux des plantes, Pourquoi la Terre est verte*, Belin, Pour la science
Marcel Bournérias, Christian Bock, Aline Raynal-Roques, *Le génie des végétaux, Des conquérants fragiles*, Belin, Pour la science

Aline Raynal-Roques, *De la graine à la plante*, Belin, Pour la science

Du Réseau Semences Paysannes :

Après le DVD *Du Grain au pain*, magnifique film qui nous fait prendre conscience de tout ce qui se rattache à la biodiversité des semences : savoir faire, gestes, recettes, une brochure intitulée *Brochure « "du grain au pain, cultivons la diversité", renaissance de la biodiversité céréalière et savoir-faire paysans »* vient de sortir. Très bien illustrée, elle présente des paysans de France, Palestine, Roumanie, Allemagne etc, travaillant la biodiversité cultivée et et nous livrant leurs recettes (pains, pâtes, pains d'épice etc).

http://www.semencespaysannes.org/nos_publications_et_videos_118.php

DVD :

HORIZONS ALIMENTAIRES Initiatives pour des territoires durables et solidaires

Les questions d'alimentation, espace test agricole, restauration collective bio et locale, atelier cuisine, jardin partagé, compostage, vous intéresse.

Vous cherchez un support pédagogique. Ce DVD peut vous concerner :

HORIZONS ALIMENTAIRES

Initiatives pour des territoires durables et solidaires

de Bleue comme une orange, 05 61 34 25 21 / contact@beco.fr

66 min, 6 chapitres

<http://www.bleucommeuneorange.org>

Tarif 18 € usage privé / 50 € pour projections (associations) et bibliothèques

Fonctionnement Médiathèque :

Toute personne intéressée par la question des OGM, de l'agriculture durable et innovante (agriculteurs, citoyens, étudiants, lycéens, responsables associatifs) peut venir consulter nos documents et les emprunter gratuitement.

Prenez RDV au 04 78 42 95 37

Partenaire financier : 

Pour vous abonner, envoyer un mail vide à actu-subscribe@resogm.org 2/5

Actualités liées aux OGM et à l'agriculture en France

Un chercheur anti-OGM traité de « marchand de peur »

Par Marie Kostrz | Rue89 | 24/11/2010 | 19H39

Accusé d'être un « marchand de peur », le chercheur anti-OGM Gilles-Eric Séralini poursuivait en diffamation l'auteur de ces propos, un professeur de génétique. Compte-rendu d'une audience où deux conceptions de la science et de l'indépendance se sont affrontées.

<http://www.rue89.com/planete89/2010/11/24/diffamation-un-chercheur-anti-ogm-traite-de-marchand-de-peur-177559>

Le jugement est mis en délibéré au 18 janvier.

Groupama n'assure pas les risques liés aux OGM

La Confédération Paysanne du Gers, dans le Sud-Ouest - une région dans laquelle des milliers d'hectares de maïs OGM pesticide Monsanto 810 avaient été plantés en 2007, avant que le Mon810 soit interdit à la culture en France -, vient de faire connaître un courrier que reçoivent en ce moment les paysans du département assurés chez Groupama.

La lettre de Groupama est téléchargeable à

http://www.reseauxcitoyens-st-etienne.org/article.php3?id_article=2252

(...) Sont exclus de la garantie les dommages dus aux organismes génétiquement modifiés :

³Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'OGM, tels que définis par l'article L 531-1-2 du code de l'Environnement ou résultant de la mise en place sur le marché de produits composés en tout ou partie

d'OGM.² Et l'assureur précise que Par organisme génétiquement modifié (OGM), on entend les organismes dont le matériel génétique a été modifié autrement que par recombinaison ou multiplication naturelle.

Actualités liées aux OGM en Europe

OGM L'Académie pontificale donne son feu vert

Publié le mardi 30 novembre 2010 - 18h49

<http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/ogm-l-academie-pontificale-donne-son-feu-vert-35535.html>

L'Académie pontificale du Vatican a donné, mardi, son feu vert aux OGM, estimant qu'ils ne présentent pas de caractère intrinsèquement dangereux.

« Il n'y a rien d'intrinsèque dans le recours à l'ingénierie génétique pour l'amélioration des cultures qui rendrait dangereux les plantes elles-mêmes ou les produits qui en sont dérivés », selon une étude commandée en mai par l'Académie et qui doit paraître dans la revue New Biotechnologia. (...)

Cette étude n'est pas « une position officielle » de l'Eglise.

Le Vatican a minimisé, mercredi 1er décembre, la portée du feu vert donné aux OGM par une étude à laquelle ont participé des membres de l'Académie pontificale des sciences, cette étude ne pouvant être « considérée comme une position officielle » de l'Eglise.

Partenaire financier : 

Pour vous abonner, envoyer un mail vide à actu-subscribe@resogm.org 3/5

Cette étude, qui considère que les plantes génétiquement modifiées (OGM) ne présentent pas de caractère intrinsèquement dangereux, « ne doit pas être considérée comme une étude de l'Académie pontificale des sciences, parce que l'Académie en tant que telle, qui compte 80 membres, n'a pas été consultée sur celle-ci », a indiqué le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, dans un communiqué.

(...)

Barroso refuse de recevoir une pétition sur les OGM

France Info - 9 décembre 2010

<http://www.france-info.com/sciences-environnement-2010-12-09-barroso-refuse-de-recevoir-une-petition-sur-les-ogm-502385-29-31.html>

La procédure est prévue par le traité de Lisbonne : Greenpeace a présenté aujourd'hui à la Commission Européenne une pétition signée par un million de citoyens européens, qui réclament un durcissement de la législation sur les OGM. Le président de la Commission, José Manuel Barroso a refusé de la recevoir en main propre, expliquant que cette procédure n'était pas encore en vigueur.

La pétition a été lancée en mars, au plus fort de la polémique sur les OGM. Alors que Bruxelles autorisait la culture de l'Amflora, une pomme de terre génétiquement modifiée développée par le groupe allemand BASF, Greenpeace décide de mobiliser les citoyens européens. En quelques mois, un million de personnes signent cette pétition. Elle demande à la Commission Européenne de ne plus autoriser de nouveaux OGM et de mettre en place un "organisme éthique et scientifique indépendant" chargé de se prononcer sur l'impact des organismes génétiquement modifiés. Greenpeace compte ainsi sur une nouvelle disposition prévue par le traité de Lisbonne : le "droit d'initiative" permet en effet à un million d'Européens ou plus de réclamer un changement de la politique communautaire. Un droit d'initiative qui n'avait jamais encore été saisi.

"L'initiative européenne pas encore en vigueur"

L'association s'est donc rendue aujourd'hui à Bruxelles remettre la pétition au président de la Commission Européenne. Mais José Manuel Barroso n'a pas souhaité la recevoir, déléguant son commissaire à la Santé John Dalli. Ce dernier a reçu le million de signatures, tout en affirmant ne pas pouvoir "s'engager sur les suites" qui seront données à la pétition. "L'initiative citoyenne n'est pas encore en vigueur" argumente John Dalli. "Le Parlement européen, la Commission et le Conseil doivent encore se mettre d'accord" sur les procédures pour sa mise en oeuvre.

Faux, répond Greenpeace, qui accuse la Commission Européenne de ne pas vouloir se saisir du dossier sensible des OGM. "Un accord a été trouvé lundi entre le Parlement européen, la Commission et le Conseil et le Parlement doit se prononcer la semaine prochaine. Mais ça, Monsieur Dalli l'ignore", ironise Alice Jay, l'une des militantes à l'initiative de la pétition.

Actualités liées aux OGM dans le Monde

Les ministres de l'agriculture des pays du Cône sud de l'Amérique latine publient une déclaration sur la biotechnologie

<http://www.isaaa.org/kc/cropbiotechupdate/article/default.asp?ID=6887>

Les ministres de l'Agriculture sud-américains qui se sont réunis le mois dernier à Santiago, au Chili, ont publié une déclaration approuvant le développement de la biotechnologie agricole dans leurs pays, indique cet article. Ils se sont retrouvés du 21 au 22 octobre pour une réunion du Conseil agricole du Sud (CAS ou Consejo Agropecuario del Sur en espagnol). Le CAS est un réseau gouvernemental régional de ministres de l'agriculture des pays du Cône sud de l'Amérique latine. Il s'agit de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de l'Uruguay et du Paraguay, qui sont des producteurs de cultures génétiquement modifiées (GM). Selon l'article, la déclaration soutient qu'il faut de l'innovation scientifique et technologique pour aider à satisfaire la demande alimentaire mondiale et atteindre un développement agricole compétitif et durable. Plus spécifiquement, les ministres de l'agriculture ont convenu : 1) d'approfondir et de renforcer les cadres et instruments réglementaires pour garantir l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ; 2) d'exiger que les organisations internationales assurent la coopération technique et financière de façon coordonnée pour l'élaboration d'OGM qui répondent aux demandes spécifiques des pays de la région ; et 3) de

donner instruction au CAS pour qu'il continue ses efforts de coordination, d'harmonisation et de promotion concernant les OGM.

Monsanto lance deux nouveaux produits de maïs GM en Afrique du Sud

http://www.seedquest.com/news.php?type=news&id_article=11673&id_region=&id_category=1&id_crop=

Deux nouvelles variétés de maïs génétiquement modifié (GM) de Monsanto ont été approuvées pour la distribution commerciale aux agriculteurs sud-africains, indique ce communiqué de presse. Il s'agit du MON 89034 (YieldGard II) et du MON 89034 x NK 603 (traits empilés). Monsanto affirme que la variété YieldGard II permet de mieux contrôler deux espèces de foreurs de tiges, *Busseola fusca* et *Chilo partellus*, et réduit les risques de développement de résistance aux insectes. Elle ajoute que la variété aux traits empilés favorise à la fois la lutte contre les insectes et la tolérance aux herbicides. Les agriculteurs devraient pouvoir se procurer ces deux variétés en 2011.

Uruguay : Epidémie de cultures transgéniques

<http://elmercuriodigital.es/content/view/30760/81/>

La quasi totalité des cultures de soja et au moins 80 pour cent du maïs de l'Uruguay sont génétiquement modifiés (GM), indique cet article. Selon le Département de statistiques agricoles (IDEA) et la Chamber of Private Seed du pays, le maïs et le soja sont plantés sur près de 80 pour cent de 1,2 million d'hectares consacrés à l'agriculture.

OGM : le Mali a cédé. Et demain?

Par Modibo FOFANA - 13/12/2010

<http://www.journaldumali.com/article.php?aid=2480>

Le Mali a désormais un cadre juridique permettant la recherche sur les Organismes Génétiquement Modifiés. Si les chercheurs saluent le texte longtemps désiré, l'opinion elle est inquiète pour l'avenir

(...) Le Mali est t-il sacrifié aux multinationales ?

Cette décision, selon le communiqué du Secrétariat général du Gouvernement, vise à permettre aux instituts de recherche et aux laboratoires de notre pays de disposer du cadre réglementaire nécessaire pour le démarrage des expérimentations. Ces essais, précise le communiqué officiel, peuvent être menés en milieu confiné et en milieu réel. Les procédures et modalités de ces expérimentations sont définies en vue d'assurer la sécurité des opérations. On peut se dire comme notre confrère du bihebdomadaire *Le Challenger* qu'« au lieu d'encourager les chercheurs à mieux revaloriser les variétés locales, le gouvernement cède à la pression des lobbies semenciers comme Monsanto, Syngenta et autres ». En effet, l'adoption de ce décret est le fait d'une certaine élite, plus encline à recourir à l'expertise aux solutions importées, à écouter et à suivre les multinationales qu'à défendre les intérêts fondamentaux de son peuple. Cette attitude des dirigeants de notre pays est révélatrice de la difficulté pour eux d'agir conformément aux aspirations profondes des populations. Elle est ni plus ni moins qu'une fuite en avant à travers de solutions qui peuvent s'avérer désastreuses pour l'avenir de leur concitoyens. En adoptant ce texte, les députés ont pris le risque de lier notre droit de semer à des sociétés Privées occidentales. La Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétiquement Africain a tiré la sonnette d'alarme en novembre 2008 avant l'adoption d'un projet de loi sur la biosécurité par l'Assemblée Nationale.

Les paysans ne seront plus propriétaires des semences

L'un des dangers liés à l'introduction des OGM est que les paysans, déjà fort pauvres, ne soient obligés d'acheter les semences auprès des multinationales. Ce qui veut dire qu'ils ne seront plus propriétaires de leurs semences. Il suffirait donc que les grandes multinationales refusent de livrer leur semence pour qu'ils ne cultivent pas. Dans ce monde en crise, le fait de contrôler et posséder nos semences constitue une force de résistance face aux pays industrialisés. Les OGM, c'est assurément un piège mais aussi une technologie qui accroît la dépendance de notre pays. La privatisation des graines est inconcevable pour tout vrai patriote soucieux du devenir de ce pays. La contamination de nos variétés végétales, la destruction de l'environnement et de la biodiversité nationale sont les menaces des OGM. Il y a également des risques non connus sur la santé humaine et animale car la plupart des OGM, ce sont des plantes qui produisent des insecticides ou digèrent des herbicides. Les paysans de Fana et Yorosso et Kita ne s'attendent pas à ce que leurs gouvernants les conduisent sur l'échafaud des grandes multinationales.